

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 619 / Mai 2020

2019 : UN BILAN CONTRASTÉ

Synthèse

Les données macroéconomiques et les enquêtes qualitatives de 2019 sont les dernières pour lesquelles la crise du Covid 19 ne se fait pas ressentir. Cette année servira de référence afin d'apprécier la conjoncture et la situation avant la crise. Au moment où il est encore trop tôt pour apprécier 2020, analyser 2019 sera déterminant pour comprendre les impacts de cette crise sur l'économie guyanaise, française et mondiale.

En 2019, la conjoncture se maintient (inflation stable, consommation des ménages dynamique portée par l'importation des biens de consommation), les offres d'emploi sont en hausse comme l'emploi salarié, et le nombre de demandeurs d'emploi diminue. En revanche, l'activité économique n'est pas en ligne avec les attentes des acteurs privés suite aux annonces du Plan d'Urgence.

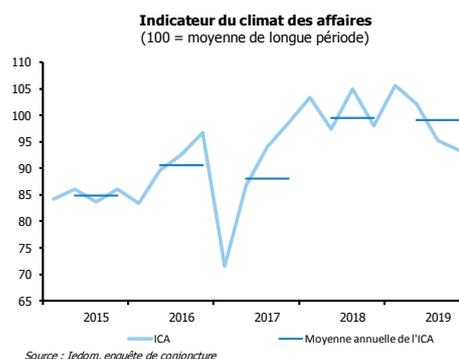
En effet, les investissements sur le territoire sont atones (en témoigne le ralentissement de l'importation des biens d'investissement) tandis que l'activité et les carnets de commandes du second semestre sont en retrait. L'évolution des agrégats bancaires confirme les tendances observées : dynamisme des crédits aux ménages et léger ralentissement des crédits aux entreprises, avec concomitamment un recul de leurs dépôts.

La conjoncture se maintient...

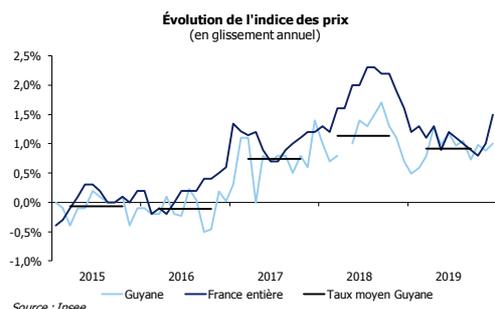
Tassement de l'indicateur du climat des affaires

Les attentes liées à la mise en œuvre du Plan d'Urgence ont tiré à la hausse le moral des chefs d'entreprise au premier semestre, mais les déceptions du second semestre ont fait chuter l'indicateur du climat des affaires (ICA) à 93,4. Ainsi, en moyenne, l'ICA s'établit à un niveau équivalent à 2018 (99 points).

En effet sur le second semestre, les principaux soldes d'opinion moyens se dégradent : l'activité de tous les secteurs, les carnets de commandes ainsi que les délais de paiement.



Une inflation contenue



Selon l'Insee, l'indice des prix en Guyane augmente en glissement annuel de 1,0 % en 2019 et de 1,5 % en France. À l'exception des produits manufacturés (-0,5 %), tous les prix ont progressé (les services de 1,0 %, l'alimentaire de 1,5 %, l'énergie de 3,8 % et le tabac de 6,4 %).

La différence entre la Guyane et l'hexagone s'explique par une hausse plus importante dans l'hexagone des prix du tabac (+15,3 %), de l'alimentation (+2,1 %) et des services (+1,4 %).

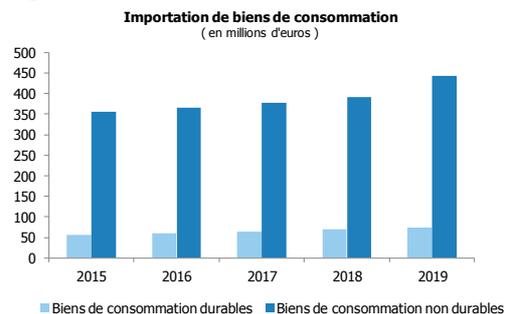
En moyenne annuelle, l'inflation en France s'établit à 1,1 % en 2019, et à 0,9 % en Guyane. Aux Antilles, la Martinique a un niveau d'inflation proche de celui de la Guyane, à 1,2 %, tout comme la Guadeloupe qui enregistre un taux d'inflation de 1 %.

Accélération de la consommation des ménages

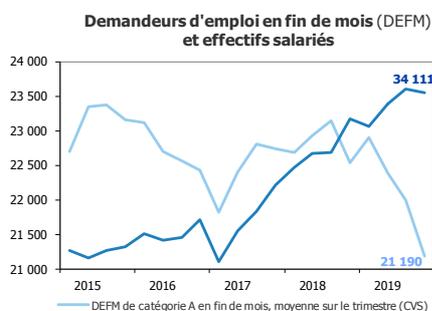
La consommation, principal moteur de la croissance en Guyane, s'accélère en 2019. Les importations de biens de consommation durables et non durables atteignent 516,7 millions d'euros (+11,5 % par rapport à 2018). Elles progressent respectivement de 3,7 % et de 13 %.

Les indicateurs de vulnérabilité économique des ménages sont contrastés. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdiction bancaire continue sa diminution de 9 % pour s'établir à 34 532 personnes.

En revanche, les retraits de cartes bancaires progressent de 7,7 %, et les dossiers déposés à la commission de surendettement de 38,9 % avec toujours très peu de plans conventionnels (15 plans sur 300 dossiers).



Un marché de l'emploi en progression



À fin décembre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est en forte baisse (-6,0 % à 21 190 personnes, contre -3,3 % en France, CVS). Un niveau aussi bas n'avait plus été atteint depuis le troisième trimestre 2013.

Parallèlement, le nombre d'offres d'emplois publié par Pôle Emploi augmente de 11 % (soit 7 300 au total) principalement porté par le secteur de la construction et de l'hôtellerie, dont 50 % de contrats à durée indéterminée.

Les créations d'entreprises croissent de 1,8 % pour atteindre 1 857 unités, signe d'un certain dynamisme. L'emploi salarié progresse de 2,3 % en Guyane (soit 34 114 salariés, Acoss).

En 2019 selon l'Insee, le taux de chômage en Guyane progresse de 1 point et s'établit à **20 % de la population active** (soit 17 700 chômeurs), contre 19 % en 2018. 31 % des jeunes actifs de 15 à 24 ans sont au chômage contre 32 % en 2018.

Des investissements atones

À fin 2019, 23 des 25 engagements du Plan d'Urgence étaient réalisés ou en cours de réalisation. Les projets non encore engagés concernent la mise en place de nouvelles infrastructures routières, scolaires et de justice pour lesquels les travaux devraient débuter courant 2020/2021.

Ainsi, après un regain d'optimisme en 2017 suite aux annonces du Plan d'Urgence, les prévisions d'investissement des chefs d'entreprise se sont dégradées progressivement en 2018 et 2019 (tirées vers le bas en particulier par celles du secteur du BTP).

Les collectivités locales continuent leurs programmes d'aménagement (Canal de Laussat à Cayenne : 11 M€, nouvelle déchèterie à Cayenne : 1,75 M€, action cœur de ville à Saint-Laurent-du-Maroni, Dégrad de Kaw : 1,4 M€), les travaux de réhabilitation de l'aéroport ont également débuté (36 M€) tout comme la construction d'une nouvelle centrale biomasse à Petit Saut.

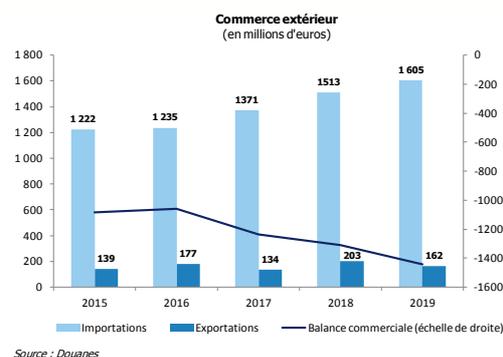
En revanche, quelques grands projets comme celui de la centrale électrique au port du Larivot sont retardés.

Les importations en biens d'investissement ralentissent mais restent dynamiques (+ 8,6 % contre + 24 % en 2018) et atteignent 532,2 M€.

Des importations en hausse

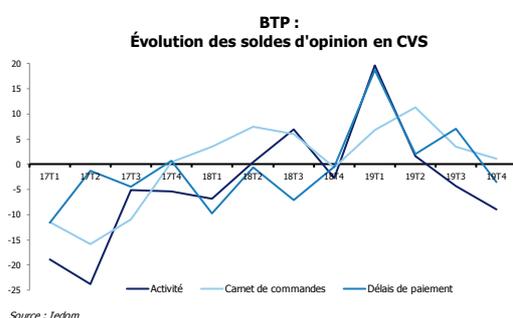
Les **importations sont en hausse de 6,1 % en 2019**, après +10,3 % en 2018, pour atteindre 1 605,9 M€.

La hausse des importations est tirée par les combustibles (+29 %) les machines et appareils électriques nécessaires aux industries manufacturières (+25 %), et aux produits alimentaires (+7 %). Les poudres et autres explosifs ont contribué négativement aux importations avec une baisse de 12 %. En 2019, les exportations s'établissent à 162,7 M€ (-20 %), et retrouvent un niveau comparable à leur niveau d'avant crise sociale de 2017.



... mais l'activité du 2^d semestre est jugée décevante

BTP : une deuxième partie d'année en berne



Tous les indicateurs se sont détériorés en cours d'année selon les chefs d'entreprise, traduisant une dégradation de l'activité, des délais de paiement et de leur trésorerie. Avec la fin du chantier Ariane 6, les importations d'éléments en métal pour la construction ont chuté de 39 % en 2019 pour atteindre 9 155 tonnes.

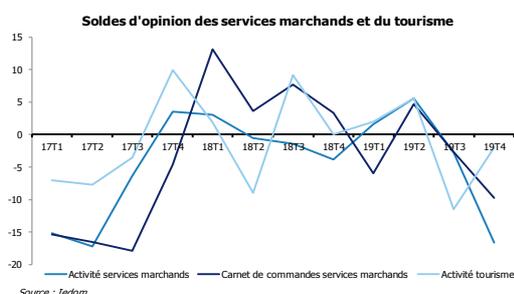
Paradoxalement en 2019, les offres d'emploi ont progressé de 40 % par rapport à 2018 (soit 660 offres au total), dont 44 % de CDI. Les offres d'emplois du secteur du BTP représentent 9 % des propositions d'emplois en Guyane.

Services marchands : la fragilité demeure

Comme en 2018, les entrepreneurs des secteurs marchands voient leur activité diminuer sur le second semestre après une légère embellie au début d'année.

Pour le **secteur spatial**, Arianespace maintient sa place de premier opérateur de lancement de satellites commerciaux en orbite géostationnaire. Arianespace a procédé à neuf lancements en 2019, contre onze en 2018. La société a mis en orbite 15 satellites cette année.

L'**activité touristique** poursuit sa progression en 2019 malgré un second semestre difficile. En effet, le nombre de nuitées (+12 % à 451 311 nuitées) et le nombre de passagers aériens (+4 %, soit 558 769 passagers) augmentent sensiblement.



Commerce : un secteur en mutation

Cette année voit la cession de l'enseigne Écomax par le Groupe Ho Hio Hen, la reprise par le Groupe Safo de la société NBis et de NG Kon Tia, l'annonce de la construction d'un complexe comprenant un casino, un théâtre de 460 places, un bar et un restaurant, et l'arrivée de Méga Stock proposant 1 200 produits sur 2 500 m².

Conséquences probables de plusieurs grèves portuaires dans l'hexagone, le secteur du commerce a connu une deuxième partie d'année difficile avec une détérioration des principaux soldes d'opinion.

Dans ce contexte de mutations, le secteur du commerce est le seul dont les offres d'emploi ont diminué par rapport à 2018 (-11 %), et ne constitue plus que 13 % des opportunités proposées.

Industrie : attrition de la production locale

Depuis 2017, le solde d'opinion relatif à l'activité du secteur de l'industrie ne cesse de se dégrader pour atteindre à fin 2019 un point historiquement bas.

	2017	2018	2019	Évol 19/18	Évol 19 / 17
Exportation or (en K CVS)	1 397	1 217	1 105	-9%	-21%
Exportation bois (en K € CVS)	2 264	2 562	2 043	-20%	-10%
Cannes (en tonnes)	7 705	4 294	7 500	75%	-3%
Exportation crevette (en tonnes)	185	47	49	6%	-73%
Exportation poisson (en tonnes)	1 657	1 537	912	-41%	-45%

Sources : Douanes, Rhumerie Saint Maurice

La pêche guyanaise continue de reculer alors que la demande locale est toujours très vive (+7 % d'importations de produits de l'industrie agroalimentaire).

Le secteur minier peine à se développer (peu de permis d'explorations délivrés, retard ou abandon du projet Montagne d'or), et l'exploration pétrolière guyanaise est à l'arrêt, à l'inverse des pays voisins où celle-ci se développe significativement.

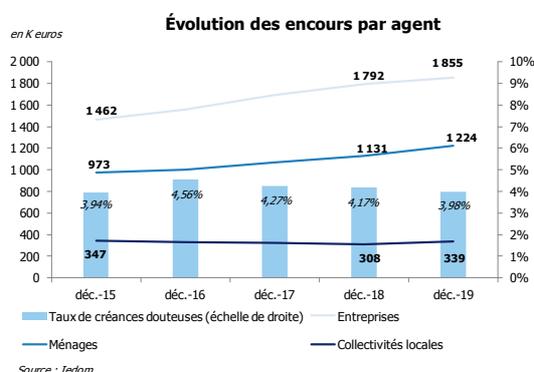
Croissance de l'activité bancaire

Léger ralentissement de la croissance des crédits

En 2019, la croissance de l'encours sain des crédits ralentit légèrement (+4,9 % soit +170,4 M€) pour atteindre 3 616 M€. La progression des financements à long terme des entreprises marque le pas (+3,5 %), et leur endettement court terme continue de reculer. Portés par l'immobilier (+7,2 % avec un encours de 962,7 M€), les crédits aux ménages s'accroissent (+10 %).

L'encours des collectivités locales repart à la hausse après plusieurs années de baisses consécutives (+10,0 % après -3,7 % en 2018) s'établissant à 339,4 M€.

Le taux de créances douteuses recule en dessous des 4 % en raison de l'augmentation de l'encours et de la stagnation des créances douteuses.



Recul des dépôts des entreprises et des collectivités

Le ralentissement de la progression de la collecte de l'épargne entamé en 2018 se poursuit en 2019 (+3 % en 2019 contre +5,4 % précédemment). Le montant total des actifs financiers atteint 2 108,2 M€ (soit +54,31 M€).

Les difficultés de trésorerie des entreprises et des collectivités (reculs respectifs des dépôts de -11,6 M€ et de -1,8 M€) sont compensées par la progression des dépôts des ménages et des autres agents (+59,5 M€ et +8,3 M€).

Les dépôts à vue progressent de 6 % (+56,3 M€) à 1 201 M€ et les placements liquides et courts termes reculent de 6 % (-27,6 M€). Enfin, la collecte de l'épargne à long terme accélère (+6 % soit +25,6 M€).

2020 : une année de crises

La pandémie du Covid-19 a frappé le monde et la Guyane au premier semestre 2020. A mi-avril, tous les secteurs d'activités étaient touchés : la trésorerie déjà en difficulté du secteur du BTP se dégrade, 50 % des entreprises du secteur bois étaient en activité partielle et la situation du secteur de la pêche devenait très préoccupante. Au début du 2^{ème} trimestre, le Fonds de solidarité a bénéficié à 483 entreprises mobilisant 682 688 euros, 1 443 demandes d'activité partielles ont été formulées pour plus de 9 500 salariés.

En outre, 6,7 M€ de cotisations sociales et 1,8 M€ d'échéances fiscales ont été reportées. Au 24 avril, environ 39 millions d'euros de prêts garantis par l'État ont été octroyés à 221 entreprises, et plus de 2 320 reports d'échéances ont été accordés par les banques en Guyane.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : S. BOUVIER-GAZ — Responsable de la rédaction : M.-A. POUSSIN-DELMAS
Rédaction : D. FARDEL, S. AUBERT, A. LEMAIRE, A. LÉONARD
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mai 2020 — Dépôt légal : mai 2020 — ISSN 2679-0823